

Aller au communisme, ou non ?

Comment, en seulement quelques lignes, aller au cœur de cette question centrale ?

D'autant que nous devons au préalable faire place à deux grandes difficultés :

Même si la notion de « crise systémique » me semble un peu hâtive, le « capitalexit » auquel, je l'espère, nous adhérons tous, ne concerne pas que le passage d'une forme de société divisée en classes sociales antagoniques à une autre, plus moderne et plus efficace, mais consiste bien en un dépassement de toutes les sociétés d'exploitation de l'homme par l'homme, telles que notre histoire en a forgé, depuis le néolithique et l'accès à la propriété ! Par ailleurs, rien ne se perd ni rien ne se crée. Dès cette époque, une confusion a pris corps entre la notion de « production » de marchandises, et celle, illusoire, de « richesses matérielles » qui ne sont jamais que transformées, voire dégradées de façon de plus en plus irrémédiable. Au-delà de cette confusion de langage, que nous-mêmes alimentons toujours, la capacité moderne de détruire de plus en plus rapidement les conditions mêmes de la vie sur Terre par une prédation globale sur la Nature pour nos seuls besoins immédiats, et non d'obéir d'emblée à cette contrainte vertueuse, nous obligent aujourd'hui à placer la question écologique et son inévitable corollaire démographique, non plus sur une ligne budgétaire parmi

d'autres, mais, dans toutes ses dimensions, comme fondation de l'ensemble de nos rapports sociaux à venir.

Dans la foulée de ces deux paradigmes, l'exposé que je tenterai ici s'appuiera sur deux convictions : préférer en tout l'inconfort de la question à la réponse hâtive qui évite d'aller au coeur d'une problématique, et considérer le communisme, non comme une fin en soi, mais comme la condition nécessaire, et en aucun cas suffisante, aux urgences des problèmes posés entre tous.

Nous sommes donc à l'aube d'un prochain congrès du PCF.

Plagiat volontaire à notre ancien XXIIe congrès, si l'on veut cerner notre propre raison d'être et de fonctionner, c'est de concevoir le COMMUNISME comme rien d'autre que **la démocratie poussée jusqu'au bout**. Cette assertion tient pour moi du Karl Marx ... comme aussi du Socrate. Elle nous place, hier comme aujourd'hui, face à la responsabilité de rendre une majorité populaire, non pas d'abord « participative » à un soutien de sommet, mais actrice et conceptrice de toute transformation, et de jouer nous-mêmes en tant que force politique, un rôle éclairer et solidaire permanent, entièrement voué à cet effort d'émancipation.

Mais où en sommes-nous de cette perspective ?

Du « Parti », j'ai épousé tous les espoirs et toutes les difficultés, Depuis Mai 68 à la « JC », puis en son sein, dès septembre 1973, révolté que j'étais par le coup d'Etat sanglant commis contre la démocratie au Chili, à côté d'une vie propre de

passion pour la musique et son enseignement. Jamais je n'ai cultivé le moindre culte de la divergence, défendant naguère religieusement « le bilan globalement positif des pays socialistes » ou le « centralisme démocratique », avec autant de passion que j'approuve aujourd'hui les prises de positions claires et humaines de notre nouveau secrétaire national, comme le talent médiatique qu'il y met, sur le combat contre le racisme et la xénophobie, pour « vivre et travailler au pays », contre la vie chère, le droit à un digne salaire prolongé dès 60 ans, la défense de tous nos Services Publics, dont celui, vital, du droit à la santé, ou un mix énergétique entièrement public incorporant la salutaire énergie de l'atome! Aussi rudes que fussent certains combats, aucun regret donc, et même une certaine fierté d'avoir pu sur la durée assumer une conception entièrement désintéressée et transformatrice de la politique.

Mais commençons aussi à sortir enfin d'une certaine « gourouisation » de nos relations militantes, qui eut la peau de tous les régimes qui la pratiquait, et auront un jour raison, j'en suis sûr, de toutes les dictatures aussi bien que des régimes présidentiels ! Comment donc apparaître aujourd'hui, non plus comme les derniers résistants d'une vieille utopie, mais comme des précurseurs d'un tout nouvel **art de vivre**?

Après une division par dix du niveau de notre influence initiale comme de nos forces organisées, je ne suis décidemment pas ravi d'

appartenir, à 70 ans révolus, à la génération encore la plus nombreuse, sinon la plus active de nos forces résiduelles, comme aussi des lecteurs et soutiens de l'Humanité et de notre presse nationale. Depuis l'après-guerre, nous aurons contribué à provoquer, ou seulement subir, trois effondrements, celui du National-Socialisme, celui du socialisme « réel », étatique et si longtemps référent à l'Est, et dans notre propre pays celui d'un social-libéralisme, grâce auquel, jusqu'à ce jour, la possibilité d'une véritable alternative au Capital a toujours été évitée. La Chine, dirigée par un « Parti Communiste », sera peut-être bientôt la première puissance mondiale, mais est très loin de se débarrasser des affres des inégalités et de la recherche du taux de profit comme moteur de développement. Par ailleurs, les pays en voie de développement se noient la plupart dans des querelles claniques encore très compatibles avec un toujours actif néo-colonialisme de la part des grands pays dominants, quand l'Amérique latine peine durablement à trouver des alternatives aux dictatures qui jalonnent toujours son histoire.

Avant de chercher ce qui pourrait en propre définir la politique de notre parti, bien obligés de partir de cette sorte de lame de fond qui a caractérisé, au moins les quarante dernières années, et qui semble durablement donner raison à un capitalisme ravageur mais triomphant !

Notre précédent congrès s'affirmait comme exceptionnel, mais n'a fait qu'effleurer la question en dessaisissant la majorité de ses acteurs de cette réflexion sur le long terme, noyant surtout la

souveraineté des orientations derrière une fatigante dispute de directions. Si bien que les choix de campagne défendus par notre candidat, d'abord auto-proclamé, puis adoubé par la direction de ce parti, tenaient plus d'une équipe restreinte que d'orientations démocratiquement délibérées.

Or la question qui nous tenaille, qui nous a permis de naître à nous-mêmes en 1920, et par laquelle notre organisation continue de se nommer comme pour marquer sa définitive différence, reste et devient plus encore LA QUESTION COMMUNISTE !

Avant de nous quitter, Lucien Sève affirmait : l'essentiel de la Difficulté du PCF ne réside pas d'abord dans des obstacles externes, mais internes à son activité !

C'est le mérite d'un Bernard Vasseur, philosophe militant, de nous démontrer l'échec, non pas du communisme, mais bien de diverses tentatives « socialistes » dont le seul point commun est de renvoyer à plus tard sinon à jamais la nécessité d'un dépassement global et radical du système capitaliste. Et il nomme « étapisme » notre propre évitement, depuis plus de cinquante ans, à conjuguer au PRESENT l'urgence d'une voie française au communisme.

C'est celui d'un Bernard Friot, chercheur sociologue, d'avoir Compris que le Communisme ne naîtra pas du ciel des idées, mais est déjà, pour un bon tiers de notre formation sociale, présent dans les us et coutumes de la France d'aujourd'hui.

Contrairement à cette référence, toujours médiatisée mais illusoire, de

notre direction nationale aux « **Jours Heureux** », c'est bien un véritable détournement de sens que de ne pas avoir voulu signifier et désigner dans les réalisations de la période de la Libération, à travers la création du régime général de la Sécurité Sociale, du statut des fonctionnaires, comme aussi les premières nationalisations, voire ensuite la sécurité sociale du soin et aujourd'hui du statut des intermittents du spectacle, des « pré-conquis » **communistes** sur lesquelles nous pourrions nous appuyer pour entraîner avec nous une majorité consciente de ses durables attendus, puis en tirer toutes les conséquences sur la construction de notre propre logique aujourd'hui !

Il y a bien, en effet, d'un côté la société, telle que notre histoire l'a construite, de l'autre le système dominant qui l'enserme, que nous nommons capitalisme, et en son cœur cette contradiction centrale, le processus bien réel, durable et conflictuel de son dépassement.

Pas question de nier aujourd'hui la multitude de combats défensifs dont l'actualité nourrit chaque jour notre propre utilité, qui, s'ils mobilisent ardemment la conscience du « contre », ne sont jamais spontanément porteurs de la conscience du « pour » ! Au-delà d'une contradiction toujours en chemin entre le « nécessaire » du combat communiste et l'apparent « possible » des combats immédiats, je

suis demandeur de la construction d'une double démarche : à l'instar de ce que nous disait déjà un Antonio Gramsci sur la conquête

de l'hégémonie dans les idées pour qu'elles se muent en force matérielle, celle qui ancrera dans le quotidien une bataille permanente et prioritaire, simplement formulée, sur le type de société que nous voulons construire, à côté de l'animation ou la participation à des luttes ponctuelles ou à des événements électoraux auxquels nous réservons pour l'heure le plus fort de nos énergies, accompagnant ainsi à notre corps défendant les dérives institutionnelles et délégataires auxquelles la Ve République nous a durablement soumis. Et pour mieux approcher cette notion du **Communisme**, un petit détour me semble utile sur ce que nous dit Marx dans son analyse du salariat. Nul besoin d'avoir lu tout le Kapital pour savoir que le possédant ne rémunère pas le travail, pour en tirer profit et statut de dominant, mais la seule **force de travail**, qui n'est elle-même qu'une parcelle toujours conflictuellement contredite de la valeur produite par le travailleur lui-même. Le moyen pour en tirer profit est de rémunérer le ou la salariée, toujours **après**, et non **avant**

la tâche accomplie. Ce jeu de dupe permet invariablement le primat de la réalisation de la **valeur d'échange** de la marchandise ou du service sur son **utilité**, et le primat de la **valeur d'échange de la force de travail** du salarié, conditionnée par son aliénation à la tâche

immédiate, qui prévaudra sur l'exercice d'une pleine responsabilité « ouvrière » et citoyenne sur le sens à donner à son travail.

Ainsi, si l'EMPLOI est toujours soumis, dans un temps limité, à des

injonctions particulières, parfois inutiles et même nuisibles, et restreint

à la seule injonction économique qui l'encadre, le

TRAVAIL est lui permanent et consubstantiel de toute vie humaine.

C'est aussi par le primat de l'emploi sur le travail global que

naissent et renaissent les pires idéologies, qui, surtout lorsqu'il vient

à manquer, provoquera des crises de légitimité à son accès,

notamment celle des autochtones sur les « étrangers », comme aussi

bien des hommes sur les femmes, dont nos haineux de service font et

feront toujours leur miel.

Dans la vie moderne et la variabilité extrême en terme de diversité

sociale et de pertinence écologique des tâches à accomplir, il est donc

temps, non plus de produire incessamment des voitures, des parfums,

des assurances, des aliments chimiques, des sacs plastiques des doses

de cocaïne ou des missiles, dans une course sans fin, épuisante, entre

offre et demande et les immenses gâchis publicitaires qui la justifient,

pour, en bout de chaîne, autoriser l'incertain accès de chacun à une

activité et un revenu pérennes.

Si une ligne de partage identitaire durable perdure donc entre nous et

la social-démocratie, elle ne peut en aucun cas résider, comme

l'affirme Fabien Roussel, entre ceux qui luttent pour le plein emploi

et ceux qui se contenteraient de rémunérer le chômage, mais plus que

jamais entre ceux qui cherchent encore des aménagements multiples

au capitalisme et celles et ceux qui, de façon diverse, cherchent les

voies de son vrai dépassement, autrement dit un renversement du

pouvoir de la classe dominante sur le travail et l'établissement d'une souveraineté des travailleuses et des travailleurs sur son exercice!

Je n'y vois donc pas de troisième voie. C'est le type d'organisation sociale qui a largement commencé à prévaloir, d'abord dans la Fonction Publique, depuis Maurice Thorez jusqu'à Anicet Le Pors, avec la qualification et le salaire qui la reconnaît attribués à la personne elle-même.

Elle résidera donc, pour résumer, en notre capacité propre à sortir enfin de cette préhistoire que constituait la survie dans l'emploi par la reconnaissance du droit de chacun de disposer **à vie d'un revenu**

attaché à sa personne et à sa qualification, même si à cette exigence

nous pourrions relier la question du rapport à la pénibilité, à la valorisation des tâches les plus essentielles, et à l'exercice réel des responsabilités individuels au sein de collectifs de travail co- et éco-responsables.

J'ajoute qu'il faudrait, outre une échelle de revenus directs bien plus modeste que celle d'un SMIC à 1500 euros nets multiplié par 20 (=30 000 !), pas franchement différente, sauf en son seuil minimum, de celle déjà tolérée par l'actuel président des riches, se préoccuper de l'ensemble des moyens qui permettent une vie digne : d'abord la question des revenus **indirects**, bien plus inégalitaires et durables, liés au patrimoine,

lucratif ou pas, et de l'autre côté la valorisation de toutes les **gratuités** qui, hors du champ de la production salariée de la valeur, notamment dans le clivage persistant entre travail « social » et travail domestique, sont porteuses de toutes nouveaux partages des tâches nécessaires et utiles à tous!

Si je suis donc définitivement en désaccord sur ce slogan d'une Sécurité d'Emploi et de Formation avec la famille Boccara et la section économique de notre direction nationale, ce n'est pas, bien sûr, parce que je m'oppose au principe de « sécurité » inscrit dans ce terme, mais à cause de la mise en relation institutionnelle de ce principe avec la formation professionnelle. Ce n'est là qu'un signe inefficace de mépris à l'égard de tous nos premiers de corvée dont la durable précarité tient d'abord de l'ubérisation grandissante des conditions de l'emploi et de la casse planifiée de nos Services Publics, et en aucun cas d'une sorte de déficit de leur compétence sur le « marché du travail».

Lorsqu'un patron licencie ou laisse un jeune à sa « libre précarité », il n'a que faire du niveau de qualification de ses assujettis. Seule le guide la recherche du profit immédiat en vue de sa prochaine juteuse délocalisation. Quant à assurer à tout-à-chacun, à vie, le droit d'alterner l'essor et la diversité de ses compétences, leur échange permanent, avec le droit d'exercer en toute sécurité le plein déploiement de ses capacités propres, cent fois oui !

Car, par ailleurs, ce que ce dogme a fini par occulter dans nos

propres rangs, c'est la question du rapport à la « **propriété des moyens de productions et d'échange** », qui constituait naguère le

corpus même de notre identité politique, et qui, suite à la défaite ancienne de cette négociation « à gauche » pour un programme commun de gouvernement et un seuil minimum et global de nationalisations, sert aujourd'hui de prétexte à un renoncement sur lequel nous ne sommes nous-mêmes jamais revenus. Nous aurions pu, déjà à l'époque, au lieu de ces formes d'étatisation, proposer que leurs dirigeants en soient eux-mêmes élus par leurs salariés, conjointement à un droit de regard permanent des « usagers » sur cet exercice, mais à présent, notre direction nationale propose la seule renationalisation des secteurs qui, pendant les piègeuses alternances gouvernementales des quarante dernières années ont été rendus au privé ! Pour le reste, circulez et faisons confiance au « roussellement » qui, par magie, imposera à toutes les entreprises un comportement vertueux, écolo-socialement compatible.

En guise de novation, et avec l'analyse qui va suivre, nous participons, dans nos propres rangs, d'une sorte d'acculturation historique et formatons nos propres adhérents à un double et durable renoncement :

Après la Libération, à côté de la création du Statut de la Fonction Publique ou de la mise en propriété publique de l'énergie ... et de Renault, Ambroise Croizat mit en Sécurité sociale la maladie, la parentalité, la vieillesse, les congés, et conduisit cette mise en œuvre

à partir du principe de la cotisation, qui mutualise immédiatement la production de valeur pour généraliser et rendre gratuite la demande qu'elle génère et autorise. En cela, nous ne combattons pas le détournement des profits dans la production individuelle de survalueur, puis dans son accaparement par les banques et le crédit. Nous la partageons immédiatement, là où elle se crée. Ce n'était peut-être point encore une « révolution », mais bien une « subversion communiste » qui, au lieu de combattre, voire cohabiter avec, le Capital, une fois formé et puissant, prélevait la valeur à la source, et évitait que la puissance financière ne se développe immédiatement dans des pans entiers de nos activités humaines ! Tel est le secret qui a en effet fait rayonner les succès de cette période, toujours auréolée du terme des « Trente Glorieuses » ! Et, sans considérer que les réponses actuelles d'un Bernard Friot et du Réseau Salarial sur les caisses de financement, sur la différenciation entre propriété d'usage de l'outil de travail et propriété patrimoniale confiée aux différents niveaux des collectivités territoriales selon leur type d'activité, sur la mise en Sécurité Sociales immédiates de certains secteurs clefs, comme d'autres apports que je n'ai pas assimilés, fassent déjà le tour des questions en attente, j'estime qu'il est grand temps, d'associer toutes les énergies pour reprendre et encourager ce travail en chemin, bien sûr en hommage à la mémoire de nos devanciers, mais surtout à cause des urgences d'une toute autre organisation de la responsabilité individuelle et collective

au cœur de la vie moderne.

Le capitalisme globalisé n'est plus seulement une « méchante société ». Il est devenu une civilisation mortifère qui rend le monde et la planète inhabitables. Il faut donc en sortir au plus vite et mettre cette sortie en débat dans la vie sociale.

Car le monde est assez riche de capacités humaines pour satisfaire l'ensemble de nos besoins raisonnables, par une sécurité individuelle et collective de toute nouvelle génération, des rapports sociaux et relations culturelles autrement démocratiques et apaisés, une synergie avec une Nature « en soi » plutôt que « pour soi » ...

À l'instar de toutes nouvelles dynamiques, vivantes et multiforme, entre l'agir et le penser, une toute nouvelle forme d'organisation politique, mais impossible à faire tenir dans cet écrit, pourrait y contribuer.

Travaillons donc à cette autogestion éco-communisme que toute la période appelle !

François Sikirdji – pianiste

Dyonisien militant à Saint-Ouen-Sur-Seine